

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le **Front Unique**  
des syndicats de l'enseignement public

ISSN 1245-0286

N° 135  
1<sup>er</sup> octobre 2008

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

Sarkozy annonce : les travailleurs, les fonctionnaires paieront la note de la crise !  
Les dirigeants de la FSU, du SNES, du SNUIPP doivent en finir  
avec les « convergences » avec le gouvernement !  
Ils doivent organiser le combat avec les autres fédérations de fonctionnaires  
contre le budget de 30 000 suppressions de poste

Intervention de Roland MICHEL au BDFN de la FSU du 29 septembre 2008

Les développements de la crise, qui, à l'inverse de ce que dit Sarkozy dans son discours du 25, est bien une crise du capitalisme, posent la question de la responsabilité des directions syndicales.

Bush, en annonçant la création de son immense « poubelle » à « actifs pourris », a présenté la note aux travailleurs américains : ce sont eux qui devront payer les 1000 milliards de dollars pour renflouer banquiers et spéculateurs. Les conséquences de la crise sont désastreuses pour les travailleurs américains. Pour ne prendre que cet exemple, des millions de vieux travailleurs se voient menacés d'être privés de retraites – puisqu'il s'agit de retraites par capitalisation.

Sarkozy, lui, le 25, a annoncé aussi que ce serait aux travailleurs de payer : il y aura des conséquences sur le pouvoir d'achat, et sur l'emploi ; a-t-il dit. Et de confirmer à cette occasion les 30 000 suppressions de postes de fonctionnaires au budget 2009 sous les applaudissements frénétiques du rassemblement réactionnaire de ses supporters. Plusieurs représentants de syndicats ont parlé du caractère « désastreux » de ce budget. Gérard Aschieri a dit, quant à lui : « *Il faut mettre en contradiction le discours de Sarkozy sur la réhabilitation du rôle de l'Etat et les choix budgétaires* ». Mais où est donc la contradiction ? Voilà ce qu'a dit Sarkozy sur le rôle de l'Etat dans son discours du 25 : « *Il arrive que l'autorégulation soit insuffisante... Alors, il faut bien que l'Etat intervienne, qu'il impose des règles, qu'il investisse, qu'il prenne des participations, pourvu qu'il sache se retirer quand son intervention n'est plus nécessaire.* » Autrement dit, l'Etat, avec l'argent des travailleurs, interviendra si nécessaire au secours des banquiers et des spéculateurs ; et dès que les conditions « normales » de rétablissement des profits les plus juteux seront rétablies, l'Etat rendra les clefs aux capitalistes.

Derrière le budget, il y a la réforme -privatisation de l'hôpital public avec la plus grave attaque contre le droit aux soins, il y a l'étatisation de la Sécurité Sociale entre autres.

La question est donc posée : qui doit payer pour la gabegie du système capitaliste, pour les banquiers et les spéculateurs ? Et si l'on répond que ce n'est pas aux travailleurs de payer la note, alors, à l'évidence, il faut organiser le combat pour affronter le gouvernement, et immédiatement contre le budget 2009.

Or, ce n'est pas la voie sur laquelle s'orientent les directions syndicales, en particulier à travers les journées du 7 Octobre et du 19. Le 7 est une journée « internationale » pour le travail décent. La CES (Confédération Européenne des Syndicats) qui y appelle à l'échelle européenne en a fixé le but dans un mémorandum à la présidence de l'UE (c'est à dire dans l'immédiat à Sarkozy) : « *pour la reconnaissance du rôle de co-législateurs des partenaires sociaux* ». Pas étonnant que l'enthousiasme ne soit pas au rendez vous pour les travailleurs qui voient bien qu'à aucun moment le 7 ne contient leurs revendications réelles. Quant à la manifestation du 19 (un dimanche, donc à un moment où l'Assemblée et les ministères sont vides), on chercherait en vain dans l'appel ne serait-ce qu'une prise de position pour le retrait des suppressions de postes. Quoi d'étonnant dès lors qu'il y ait division, « polémique » entre organisations, etc.

Ce n'est pas sans rapport avec ce qui se passe dans l'enseignement. Les enseignants de lycée ont vu les dirigeants du SNES s'adresser au ministère, le menaçant de quitter la « concertation » si le ministère ne modifiait pas son plan et son calendrier. Le plan en question, c'est entre autres 200 heures de cours en moins pour les lycéens de seconde. Les exigences de la direction du SNES étaient minces : pour l'essentiel il s'agissait de demander au ministère de ne pas annoncer les mesures tout seul et de revoir le calendrier. Le ministère a répondu que bien sûr il tiendrait compte des remarques, mais que grosso modo tout était maintenu, même le calendrier. Et la direction du SNES, a pondu un communiqué affirmant sans rire : *«le ministère a pris des engagements. Donc nous pouvons continuer à participer à la concertation. »*

Et aujourd'hui, c'est le même scénario sur la formation des maîtres. Les dirigeants du SNES, du SNUIPP, du SNUEP viennent de découvrir que la position du gouvernement avait évolué et même constituait un « point d'appui » (sic) pour continuer les discussions. Rappelons que l'essentiel du projet gouvernemental consiste à faire disparaître l'année de stage en imposant d'emblée aux jeunes collègues un service entier, et cela va de pair, en liquidant les IUFM.

Voici l'appréciation que porte le SNESup (syndicat du supérieur) sur le projet gouvernemental :

*« Le texte ministériel est muet sur la question du cadrage national des masters et sur la préservation du potentiel de formation des IUFM, le devenir de la structure IUFM, sur les stages et en particulier sur le stage en responsabilité »* et il précise : *« Le gouvernement demande au syndicat avec ce texte, d'acter une forme de convergence d'intention comme condition à la participation à des discussions futures ».*

Et dans l'immédiat, la direction du SNESup annonce son refus d'accepter une telle condition. C'est la moindre des choses. Mais comment alors comprendre que les dirigeants du SNES, du SNEP, du SNUIPP, du SNUEP aient, eux, accepté.

Voilà pourquoi je présente la motion suivante :

*« Le BDFN de la FSU considérant que le gouvernement maintient l'essentiel de son projet sur la formation des maîtres qui a pour but notamment, en supprimant l'année de stage, de permettre la suppression de milliers de postes invite l'ensemble des syndicats concernés à refuser d'acter de prétendues « convergences » sur les « objectifs et principes directeurs de la réforme du recrutement et de la formation des enseignants. »*

*Pour la première fois, Aschieri a demandé que la motion ne soit pas mise au vote ! Il y a opposé une motion d' « irrecevabilité », ce qui est une négation de la démocratie syndicale. Le représentant de l'EE a dit que « bien entendu » il ne voterait pas la motion Front Unique. Mais il n'a pas eu le loisir d'exprimer ce vote. La motion a été jugée « irrecevable » par 19 voix pour, 3 contre (outre le représentant Front Unique, les élus PRSI), 6 abstentions et 4 refus de vote*

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

[www.frontunique.com](http://www.frontunique.com)

email : [courrier@frontunique.com](mailto:courrier@frontunique.com)